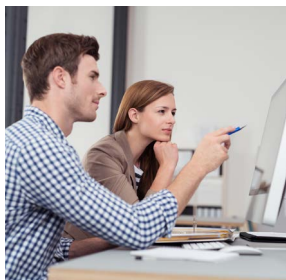


# CHÔMAGE

2018



**Modalités**  
au Luxembourg, en  
Belgique, en France  
et en Allemagne



Lorsque le salarié perd son emploi, il peut, sous certaines conditions, bénéficier des indemnités de chômage. Les législations relatives au chômage au Luxembourg, en Belgique, en France et en Allemagne étant très complexes, la présente brochure ne constitue qu'une information de base et un résumé des droits et obligations des salariés. Pour plus d'informations détaillées, veuillez contacter le LCGB INFO-CENTER.

## SOMMAIRE

### S'inscrire comme demandeur d'emploi

4 Luxembourg, Belgique, France, Allemagne

### Introduire sa demande d'indemnisation au chômage

6 Luxembourg, Belgique, France, Allemagne

### Indemnités de chômage

8 Luxembourg

10 Belgique

12 France

14 Allemagne

**LCGB INFO-CENTER**

**11 RUE DU COMMERCE**

**L-1351 LUXEMBOURG**

**☎ (+352) 49 94 24-222**

**✉ INFOCENTER@LCGB.LU**

**💻 WWW.LCGB.LU**

A woman with long dark hair, wearing a white shirt, is looking down at a document on a clipboard. Her right hand is holding a black pen, and her left hand is resting on the document. The document appears to be a resume or a form with text and a table. The background is blurred, showing a desk and some papers.

**S'inscrire comme demandeur d'emploi**



## Où

Agence régionale de l'Administration pour le développement de l'Emploi (ADEM) compétente en fonction du lieu de résidence du demandeur d'emploi.

 [www.adem.public.lu](http://www.adem.public.lu)



## Quel cas

- En cas de licenciement (*si licenciement pour faute grave, le droit aux indemnités de chômage n'existe qu'en cas d'un procès pour licenciement abusif*) ;
- Cessation de plein droit du contrat de travail ;
- Cessation du contrat de travail suite au décès, l'incapacité physique ou la déclaration en état de faillite de l'employeur ;
- Fin du contrat de travail CDD.

Le Forem

 [www.leforem.be](http://www.leforem.be)

- Fin d'une période de travail (licenciement, faillite, etc.) ;
- Cessation de plein droit du contrat de travail ;
- En disposant toujours d'un contrat de travail, mais en étant à la recherche d'un nouvel emploi, vous pouvez également bénéficier des services du Forem.

Pôle emploi

 [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr)

- Cessation de la relation de travail suite au licenciement quel que soit le motif ;
- Cessation de plein droit du contrat de travail ;
- Rupture du contrat de travail pour raison économique (p.ex.: faillite) ;
- Fin du contrat de travail CDD.

Agentur für Arbeit

 [www.arbeitsagentur.de](http://www.arbeitsagentur.de)

- Fin d'une période de travail (licenciement, faillite, démission pour motif grave) ;
- Fin d'un contrat de travail CDD.



## Quels délais

Dès que la personne prend connaissance qu'elle perd son emploi et au plus tard le jour de la cessation de la relation de travail.



## Comment

Présentation comme demandeur d'emploi auprès du Bureau d'accueil compétent de l'ADEM (7 agences régionales en relation avec le lieu de résidence : Diekirch, Differdange, Dudelange, Esch/Alzette, Luxembourg, Wasserbillig et Wiltz).



## Quels documents

- Pièce d'identité ou passeport valable ;
- Lettre de licenciement ;
- Contrat de travail ;
- Fiche personnelle à télécharger via [www.adem.public.lu](http://www.adem.public.lu).

- Dès que la personne est disponible pour rechercher et occuper un emploi et au plus tard à la fin du préavis presté/non presté ;
- Demande parallèle de l'indemnité de chômage. Elle est une condition préalable pour l'obtention des allocations de chômage ;
- Max. 8 jours après avoir sollicité des allocations de chômage.

Inscription via :

- [www.leforem.be](http://www.leforem.be) ;
- ☎ +32 (0) 800 93 947 ;
- auprès d'un conseiller du Forem ;
- dans la Maison de l'Emploi la plus proche.

- Un dossier avec les coordonnées, compétences et expériences professionnelles ;
- Après l'inscription, le Forem vous envoie votre carte JOBPass avec votre numéro Forem, qui constitue le code d'identification de votre dossier en ligne ;
- Mise à jour du dossier via [www.leforem.be](http://www.leforem.be)

- Le lendemain suivant la cessation de la relation de travail (fin de préavis presté, du contrat de travail à durée déterminée, etc.) ;
- Dès la fin d'une formation professionnelle ;
- Dès la fin d'une période d'arrêt de maladie.

L'inscription initiale peut se faire via

- [www.pole-emploi.fr](http://www.pole-emploi.fr) ;
- ☎ +33 (0) 39 49 (de l'étranger : ☎ +33 1 77 86 39 49) ;
- dans une agence du Pôle emploi.

Avec l'inscription, votre espace personnel est créé automatiquement sur le site du Pôle emploi et vous devez vous rendre à un entretien professionnel avec votre conseiller dans un délai de 30 jours.

- Carte de sécurité sociale ;
- Documents liés à vos activités ;
- CV ;
- Relevé d'identité bancaire ;
- Codes de connexion à votre espace personnel si vous en avez un.

- Dans les 3 mois avant la fin du contrat de travail ;
- En cas de prise de connaissance plus tardive de la fin du contrat de travail : dans les 3 jours suivant cette prise de connaissance et au plus tard le jour suivant la fin du contrat.
- L'inscription en tant que demandeur d'emploi ne prend effet que lorsque la personne se présente au rendez-vous à l'Agentur für Arbeit.

1<sup>ère</sup> inscription via :

- [www.arbeitsagentur.de](http://www.arbeitsagentur.de) ;
- ☎ +49 (0) 80 04 55 55 00.

2<sup>e</sup> inscription, le premier jour sans emploi personnellement auprès de l'agence de l'Agentur für Arbeit la plus proche.

- Copie de la carte d'identité ou du passeport. En cas de ressortissant de pays tiers, un titre de séjour et une autorisation de travail ;
- Lettre de licenciement ;
- Contrat de travail ;
- CV.

# Introduire sa demande d'indemnisation au chômage



Où

Auprès du service des prestations de chômage complet de l'ADEM.



Quels délais

Dès l'inscription définitive comme demandeur d'emploi et au plus tard 15 jours après la fin de la relation de travail.

Auprès d'un organisme de paiement :

- Institution publique de sécurité sociale CAPAC ;
- Syndicats CGSLB, CSC (partenaire LCGB) ou FGTB.

- Le salarié peut introduire sa demande et constituer son dossier chômage à la fin de son préavis ;
- La demande d'allocation de chômage doit être introduite au plus vite et au maximum dans les 8 jours suivant la fin du préavis ;
- Une demande tardive pourra engendrer la perte de certains droits.

Auprès des services du Pôle emploi lors du rendez-vous obtenu après l'inscription comme demandeur d'emploi.

Après l'inscription en tant que demandeur d'emploi et au plus tard dans les 12 mois après la fin du contrat de travail. Ce délai peut être allongé pour différents motifs survenus pendant ces 12 mois, p.ex. une maladie, un accident ou encore une période de stage ou de formation.

Auprès de l'Agentur für Arbeit.

La demande d'indemnisation au chômage est réalisée avec l'inscription en tant que demandeur d'emploi.




## Comment

En se présentant avec les documents nécessaires au rendez-vous avec le conseiller professionnel.

Le dossier complet est transmis par l'organisme de paiement à l'Office National de l'Emploi (ONEM) dans un délai de 2 mois à partir de la demande.

L'ONEM dispose ensuite d'un délai d'un mois pour communiquer son autorisation en vue de l'indemnisation au chômage.

En se rendant physiquement au rendez-vous communiqué par le Pôle emploi.

En remplissant le formulaire relatif à l'allocation des indemnités de chômage, qui est disponible auprès de l'Agentur für Arbeit ou sur son site Internet ( [www.arbeitsagentur.de](http://www.arbeitsagentur.de)).



## Quels documents

- Copie de la carte de la sécurité sociale ;
- Fiche personnelle de l'ADEM dûment remplie ;
- CV ;
- Déclaration de revenu et certificat de travail établi par l'ancien employeur ;
- Copie des 6 dernières fiches de salaire ;
- Diplômes (éventuellement une homologation ou reconnaissance d'un diplôme étranger).

- Copie de la carte d'identité (permis de séjour) ;
- Contrat de travail ;
- Lettre et motifs du licenciement ;
- Formulaire UI certifié par l'ADEM ;
- 36 dernières fiches de salaire et attestation d'indemnités de maladie ;
- Attestation d'inscription au Forem ;
- N° de compte bancaire.

- Carte d'identité ;
- Contrat de travail ;
- Lettre et motifs du licenciement ;
- Formulaire UI certifié par l'ADEM ;
- Certificat de travail établi par l'employeur ;
- N° du compte bancaire.

- Formulaire UI certifié par l'ADEM ;
- Certificat de travail établi par l'employeur.



# Indemnités de chômage



## Conditions

- Etre chômeur involontaire (*les résiliations d'un commun accord du contrat de travail, les abandons non justifiés et les licenciements pour faute grave sont exclus*) ;
- En cas d'un reclassement professionnel interne, avoir perdu son emploi suite à la cessation d'activité de l'employeur ou suite à un licenciement collectif ;
- Etre âgé entre 16 et 64 ans ;
- Etre apte au travail, disponible pour le marché du travail et prêt à accepter tout emploi approprié ;
- Etre inscrit comme demandeur d'emploi à l'ADEM ;
- Avoir été occupé moyennant un ou plusieurs emplois pendant min. 26 semaines à raison de min. 16 heures de travail hebdomadaires au cours des 12 mois précédant l'inscription en tant que demandeur d'emploi à l'ADEM. *En cas de pluralité d'employeurs, la personne doit avoir perdu un ou plusieurs emplois d'un total de min. 16 heures par semaine dans un délai d'un mois et le revenu restant doit être inférieur à 150 % du salaire social minimum (SSM) (3.072,81 €, indice 814,40) ;*
- Etre domicilié au Luxembourg au moment de la notification du licenciement dans le cas d'un contrat de travail à durée indéterminée et au plus tard 6 mois avant le terme du contrat de travail dans le cas d'un contrat de travail à durée déterminée ;
- Ne pas être gérant, administrateur, administrateur-délégué ou responsable à la gestion journalière dans une société ;
- Ne pas être titulaire d'une autorisation d'établissement.



## Durée

- La durée de l'indemnisation correspond à la durée de travail, calculée en mois entiers (*les journées de travail dépassant un mois sont à considérer comme mois entier*), effectuée au cours de la période de référence ;
- La durée d'indemnisation peut aller jusqu'à 12 mois maximum par période de 24 mois.



## Montant

- 80 % de l'ancien salaire brut touché au cours des 3 mois précédant le chômage sans pouvoir dépasser 250 % du SSM pendant les 6 premiers mois. Après encore une fois 6 mois (période de référence de 12 mois), le montant est limité à 200 % du SSM et à 150 % après 12 mois.
- Cette période de 3 mois peut être étendue jusqu'à 6 mois et le taux peut être porté à 85 % lorsque le chômeur a un ou plusieurs enfants à charge.



## Carence

- Le droit à l'indemnité de chômage complet prend cours au plus tôt à partir de la 1<sup>ère</sup> journée de l'expiration de la relation de travail ;
- Lorsque la cessation de la relation de travail est due au décès, l'incapacité physique ou la déclaration en état de faillite de l'employeur, le salarié a droit au maintien des salaires pour le mois de la survenance de l'événement et pour le mois suivant. Le salarié aura également droit à une indemnité égale à la moitié du délai de préavis auquel il aurait eu droit s'il avait fait l'objet d'un licenciement avec préavis (2 mois, 4 mois ou 6 mois). Dans ces cas, l'indemnité de chômage prend cours en moyenne entre 3 et 5 mois après la cessation des affaires de l'employeur.



## Prolongation

- Le chômeur âgé > 50 ans ayant travaillé pendant 20 ans peut demander une prolongation de 6 mois ;
- Le chômeur âgé > 50 ans ayant travaillé pendant 25 ans peut demander une prolongation de 9 mois ;
- Le chômeur âgé > 50 ans ayant travaillé pendant 30 ans peut demander une prolongation de 12 mois ;
- Le chômeur difficile à placer, notamment celui âgé > 55 ans, peut bénéficier d'une prolongation de 6 mois ;
- Le chômeur ayant été affecté à des stages, cours ou travaux d'utilité publique peut demander une prolongation de 6 mois.



## Exclusion/Perte

- Limite de la durée de l'indemnisation atteinte ;
- Une ou plusieurs conditions d'octroi ne sont plus remplies ;
- Atteinte de la limite d'âge de 65 ans ;
- Refus non-justifié d'un poste de travail approprié ;
- Refus non-justifié de participer à des stages, cours ou travaux d'utilité publique assignés par l'ADEM ;
- Abandon injustifié du dernier poste de travail, sauf si justifié par des motifs exceptionnels, valables et convaincants ;
- Licenciement pour motif grave (*possibilité d'une requête en vue de l'attribution par provision de l'indemnité de chômage complet lorsque le litige fait l'objet d'un procès judiciaire et est en attente de la décision définitive*) ;
- Le chômeur, qui, sans excuse valable, ne se présente pas aux rendez-vous de l'ADEM, perd le droit à l'indemnité de chômage complet pour 7 jours de calendrier (en cas de récidive, la suspension s'élève à 30 jours de calendrier) ;
- Perte définitive du droit aux indemnités en cas de non-présentation à 3 rendez-vous consécutifs à partir du 1<sup>er</sup> jour de non-présentation pour toute la période encore due.



## Conditions

- Etre chômeur involontaire ;
- Etre résident belge et avoir entre 18 et 65 ans ;
- Etre apte au travail, disponible pour le marché du travail et prêt à accepter tout emploi approprié ;
- Avoir travaillé comme salarié au moins 12 heures par semaine ;
- Justifier d'un certain nombre de journées de travail (période de stage) au cours d'une certaine période (période de référence) précédant la demande :

Age	Nombre de jours de travail minimum à prouver : période de stage et période de référence
< 36 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 312 jours au cours des 21 mois précédant la demande</li> <li>• 468 jours au cours des 33 mois précédant la demande</li> <li>• 624 jours au cours de 42 mois précédant la demande</li> </ul>
36 - 49 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 468 jours au cours des 33 mois précédant la demande</li> <li>• 624 jours au cours de 42 mois précédant la demande</li> <li>• 234 jours au cours des 33 mois précédant la demande et 1.560 jours dans les 10 ans précédant la période de référence de 33 mois</li> <li>• 312 jours dans les 33 mois précédant la demande et pour chaque jour, qui manque pour arriver à 468 jours, 8 jours dans les 10 ans précédant ces 33 mois</li> </ul>
> 49 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 624 jours au cours de 42 mois précédant la demande</li> <li>• 312 jours dans les 42 mois précédant la demande et 1.560 jours dans les 10 ans précédant ces 42 mois</li> <li>• 416 jours dans les 42 mois et pour chaque jour, qui manque pour arriver à 624 jours, 8 jours dans les 10 ans précédant ces 42 mois</li> </ul>

- Le chômeur âgé d'au moins 36 ans, qui ne remplit pas les conditions prévues pour sa catégorie d'âge, peut, sous certaines conditions, néanmoins bénéficier des allocations de chômage.

Plus d'informations : [www.emploi.belgique.be](http://www.emploi.belgique.be)



## Durée

Il y a 3 périodes d'indemnisation :

- 12 mois maximum divisés en 3 phases (3 mois, 3 mois et 6 mois) ;
- 4 mois jusqu'à 36 mois maximum divisés en maximum 5 phases (2 mois, 10 mois maximum, 6 mois, 6 mois, 6 mois et 6 mois). La première phase comprend 2 mois de chômage et le nombre de mois indemnisés suivants est déterminé en fonction des années de passé professionnel, dont le nombre est déterminé en multipliant le nombre d'années professionnelles par 2 ;
- La dernière période, où le chômeur perçoit une indemnité de chômage forfaitaire, débute dès la fin de la 2<sup>e</sup> période, c'est-à-dire au plus tard après 48 mois de chômage et est divisée en 6 phases.

Plus d'informations :

[www.onem.be/fr/documentation/feuille-info/t67](http://www.onem.be/fr/documentation/feuille-info/t67)



## Carence

Aucune période de carence.



## Montant

Le montant diminue de façon dégressive selon les périodes d'indemnisation. L'ONEM détermine le montant journalier brut de l'allocation de chômage sur base de différents critères :

- Situation familiale
  - chômeur en cohabitation avec un partenaire sans revenus ou avec d'autres membres de la famille sans revenus ou qui habite seul mais ayant la charge d'une pension alimentaire ;
  - chômeur isolé, qui habite seul et n'a pas la charge d'une pension alimentaire ;
  - chômeur cohabitant avec un partenaire ou d'autres membres de famille disposant d'un revenu propre et ne payant pas de pension alimentaire.
- Passé professionnel
- Dernière rémunération perçue avec application d'un plafond salarial, qui varie en fonction de la situation familiale du chômeur et de la période d'indemnisation :
  - Plafond salarial supérieur de 2.619,09 € pour le 1<sup>er</sup> au 6<sup>e</sup> mois de chômage quel que soit la situation familiale ;
  - Plafond salarial moyen de 2.441,04 € pour le 7<sup>e</sup> au 12<sup>e</sup> mois de chômage quel que soit la situation familiale ;
  - Plafond salarial inférieur de 2.281,09 € du 13<sup>e</sup> au 24<sup>e</sup> mois de chômage pour les cohabitants avec ou sans charge de famille ;
  - Plafond salarial spécifique de 2.231,29 € du 13<sup>e</sup> au 24<sup>e</sup> mois d'indemnisation pour les chômeurs isolés.



## Prolongation

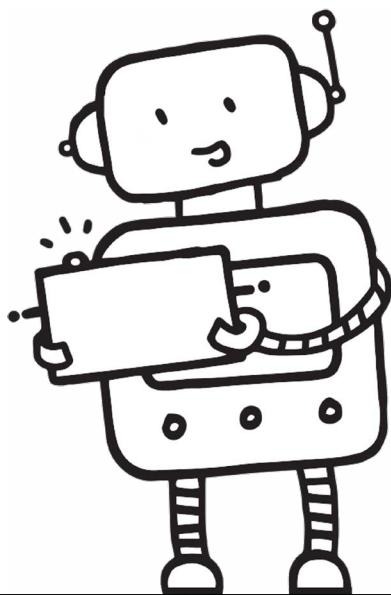
Prolongation des 2 premières périodes d'indemnisation possible dans les cas suivants :

- occupation à temps plein ;
- occupation à temps partiel avec maintien des droits sans allocation de garantie de revenus ;
- formation professionnelle à temps plein ;
- occupation dans une profession, qui ne relève pas de la sécurité sociale ;
- études de plein exercice sans allocations de chômage ou encore en raison de l'interruption ou de la diminution de carrière.



## Exclusion/Perte

- Abandon de l'emploi sans motif légitime (démission ou résiliation d'un commun accord) ;
- Octroi des allocations de chômage sur base de déclarations incorrectes ou incomplètes ;
- Être indisponible pour le marché de l'emploi ;
- Refus d'un emploi convenable ;
- Absence de présentation chez un employeur potentiel ;
- Arrêt ou échec du plan d'action individuel par la faute du chômeur.





## Conditions

- Etre résident français ;
- Licenciement, même pour faute grave ;
- Fin du contrat de travail à durée déterminée ou du contrat d'apprentissage ;
- Démission en raison d'un motif, qui a été reconnu par la suite comme légitime par le juge ;
- Démission pour suivre le conjoint muté ;
- Etre disponible et physiquement apte à exercer un emploi ;
- Etre à la recherche effective et permanente d'un emploi ;
- Ne pas avoir atteint l'âge légal de départ en retraite ou ne pas bénéficier d'une retraite anticipée ou ne pas avoir suffisamment cotisé pour bénéficier de la retraite ;
- Justifier d'une durée d'affiliation au moins égale à 88 jours travaillés ou 610 heures travaillées au cours d'une période de référence de 28 mois précédant la fin du contrat de travail pour les salariés âgés de moins de 53 ans. Cette période de référence est portée à 36 mois pour les salariés âgés de 53 ans et plus, condition non requise dans le cas où la cessation de la relation de travail est due à la fermeture définitive de l'entreprise.



## Durée

La durée d'indemnisation est déterminée en fonction du nombre de jours travaillés dans la période de référence et de l'âge de l'intéressé avec une limite maximale de :

- 24 mois pour les personnes de moins de 53 ans à la date de fin de leur contrat de travail (période de référence de 28 mois) ;
- 30 mois pour les personnes de 53 et 54 ans à la date de fin de leur contrat (période de référence de 36 mois) ;
- 36 mois pour les personnes de plus de 55 à la date de fin de leur contrat de travail.



## Montant

Le paiement de l'Aide au Retour à l'Emploi (ARE) est mensuel et définie par une valeur journalière. Elle se base sur le calcul préalable d'un salaire journalier de référence (SJR), qui prend en compte les rémunérations versées au cours des 12 mois précédant la cessation de la relation de travail.

Le montant journalier de l'ARE est égal au montant le plus élevé entre :

- 40,4 % du SJR + 11,92 € et
- 57 % du SJR.

Ce montant

- ne peut être inférieur à 29,06 € ;
- ni excéder 75 % du SJR.

Ces montants sont valables au 1<sup>er</sup> juillet 2018 et en principe revus toutes les années au 1<sup>er</sup> juillet.



## Carence

Les allocations de chômage ne sont pas immédiatement versées, mais reportées au terme d'un différé d'indemnisation. Lorsque le salarié perçoit une indemnité compensatrice de congés payés à la fin de son contrat de travail, le versement est reporté, à compter du jour de la cessation de la relation de travail, à l'expiration d'un différé d'indemnisation (exprimé en jours), qui correspond au montant de l'indemnité compensatrice de congés versée par le dernier employeur et divisé par le salaire journalier de référence.

### Exemple :

Indemnité de congé de 600 € avec un salaire journalier de référence de 100 €  $\Rightarrow 600/100=6$ . L'indemnisation est alors reportée de 6 jours.

A la fin de ce différé d'indemnisation, le versement de l'allocation est systématiquement reporté de 7 jours, un délai de carence, qui ne peut être appliqué qu'une seule fois par année civile, c'est-à-dire que ce délai de carence ne s'applique pas lorsque le chômeur tombe une 2<sup>e</sup> fois dans le de chômage dans les 12 mois qui suivent la précédente période de chômage.



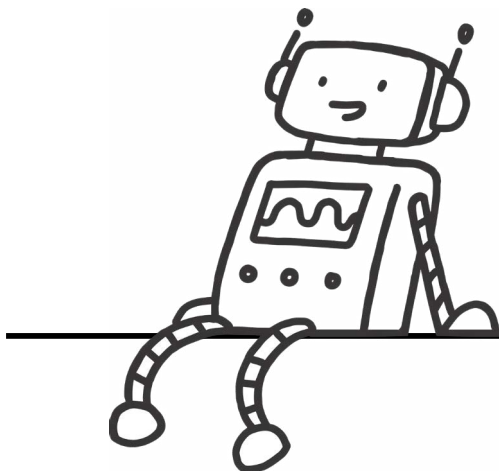
## Prolongation

Prolongation possible sous certaines conditions pour les bénéficiaires âgés d'au moins 53 ans et de moins de 55 ans à la fin de la relation de travail pour une durée égale à la durée de formation effectivement suivie dans le cadre de leur projet personnalisé d'accès à l'emploi (PPAE), qui a donné lieu au versement de l'ARE ou de l'allocation d'aide au retour à l'emploi-formation (AREF). Cette prolongation est plafonnée à 1.095 jours calendaires.



## Exclusion/Perte

- Épuisement des droits (fin de la période maximale d'indemnisation) ;
- Ne plus être inscrit en tant que demandeur d'emploi ;
- Être en maladie, accident de travail ou maternité ;
- Perception d'un complément de libre choix d'activité ou d'une allocation journalière de présence parentale ;
- Bénéfice d'un avantage vieillesse liquidé au titre d'une carrière longue, de travailleur handicapé, d'incapacité permanente, de pénibilité ou d'amiante ;
- Bénéficiaire d'une retraite à taux plein ;
- Non-respect des obligations par le demandeur d'emploi, qui sont entre autres la recherche d'un emploi et l'obligation de répondre aux propositions faites.





## Conditions

- Être résident allemand et avoir moins de 65 ans ;
- Être disponible pour le marché de l'emploi ;
- Ne pas travailler ou travailler moins de 15 heures par semaine et rechercher un travail pour au moins 15 heures par semaine ;
- Avoir travaillé et avoir été affilié à la sécurité sociale pour une durée minimale de 12 mois sur une période de référence, appelée « Anwartschaftszeit », de 2 ans ;
- Utiliser toutes les mesures d'insertion professionnelle.



## Durée

La durée de l'indemnisation varie en fonction de la durée d'occupation précédente et de l'âge du chômeur :

- **6 mois**, si le chômeur a cotisé à la sécurité sociale pendant min. 12 mois sur les 5 années précédant la fin du contrat de travail ;
- **8 mois**, si le chômeur a cotisé à la sécurité sociale pendant min. 16 mois sur les 5 années précédant la fin du contrat de travail ;
- **10 mois**, si le chômeur a cotisé à la sécurité sociale pendant min. 20 mois sur les 5 années précédant la fin du contrat de travail ;
- **12 mois**, si le chômeur a cotisé à la sécurité sociale pendant min. 24 mois sur les 5 années précédant la fin du contrat de travail ;
- **15 mois**, si le chômeur a cotisé à la sécurité sociale pendant min. 30 mois sur les 5 années précédant la fin du contrat de travail et sous condition que le chômeur soit âgé de > 50 ans ;
- **18 mois**, si le chômeur a cotisé à la sécurité sociale pendant min. 36 mois sur les 5 années précédant la fin du contrat de travail et sous condition que le chômeur soit âgé de > 55 ans ;
- **24 mois**, si le chômeur a cotisé à la sécurité sociale pendant min. 48 mois sur les 5 dernières années précédant la fin du contrat de travail et sous condition que le chômeur soit âgé de > 58 ans.



## Prolongation

Une prolongation est possible lorsque la personne a déjà bénéficié de l'indemnité de chômage sur une période de référence des 5 dernières années, mais ne l'a pas consommée jusqu'à la fin en raison p.ex. de l'occupation d'un nouvel emploi. Si la personne tombe à nouveau dans le chômage, cette durée restante peut être ajoutée à la nouvelle durée de chômage.



## Montant

- 60 % du salaire mensuel net ;
- 67 % du salaire mensuel net en présence d'un ou de plusieurs enfants.

Le montant de l'indemnité de chômage est calculé sur base de la législation allemande et varie en fonction de la classe d'impôt.

Calculatrice de  
l'indemnité de chômage :  
 [www.pub.arbeitsagentur.de](http://www.pub.arbeitsagentur.de)



## Carence

Versement de l'indemnité de chômage au plus tôt à partir du 1<sup>er</sup> jour d'inscription en tant que demandeur d'emploi et de la demande d'indemnité de chômage auprès de l'Agentur für Arbeit.

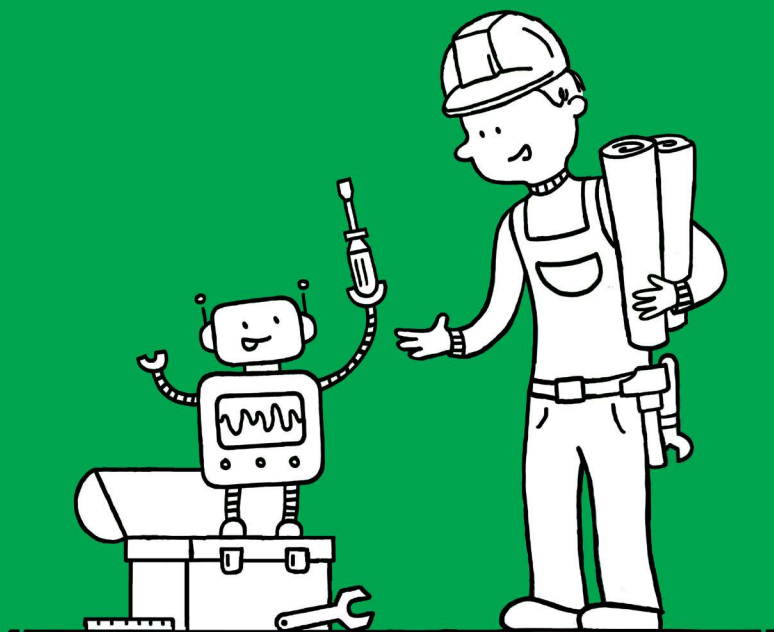


## Exclusion/Perte

- Abandon de l'emploi sans motif légitime ;
- Refus d'un emploi convenable ;
- Refus non-justifié de participer à une insertion professionnelle ;
- Absence de participation active à la recherche d'un emploi.

# AUJOURD'HUI, C'EST DEMAIN ●

Concevons ensemble le travail  
de demain!



 [www.lcgb.lu](http://www.lcgb.lu)

Pour plus d'informations, contactez-nous :  
**49 94 24-222** ou [infocenter@lcgb.lu](mailto:infocenter@lcgb.lu)



## BUREAUX INFO-CENTER - LUXEMBOURG

### LUXEMBOURG

11, rue du Commerce  
L-1351 Luxembourg  
☎ +352 49 94 24-222

### ESCH/ALZETTE

1, Grand-rue  
L-4131 Esch/Alzette  
☎ +352 54 90 70-1

### ETTELBRUCK

47, avenue J.F. Kennedy  
L-9053 Ettelbruck  
☎ +352 81 90 38-1

### DIFFERDANGE

25, rue Adolphe Krieps  
L-4605 Differdange  
† René FLENGHI  
☎ +352 58 82 89  
☎ +352 621 276 075

### WASSERBILLIG

Place de la Gare  
L-6601 Wasserbillig  
† Reinaldo  
CAMPOLARGO  
☎ +352 74 06 55  
☎ +352 621 262 010

## BUREAUX INFO-CENTER - RÉGION FRONTALIÈRE

### MERZIG

Saarbrücker Allee 23  
D-66663 Merzig  
☎ +49 (0) 68 61 93 81-778

### TRIER

Schönbornstraße 1  
D-54295 Trier  
☎ +49 (0) 651 46 08 76 41

### THIONVILLE

1, place Marie Louise  
F-57100 Thionville  
☎ +33 (0) 38 28 64-070

## BUREAUX CSC - FRONTALIERS BELGES

### ARLON

1, rue Pietro Ferrero  
B-6700 Arlon  
☎ +32 (0) 63 24 20 40

### BASTOGNE

12, rue Pierre Thomas  
B-6600 Bastogne  
☎ +32 (0) 63 24 20 40

### VIELSALM

5, rue du Vieux Marché  
B-6690 Vielsalm  
☎ +32 (0) 63 24 20 40

### ST. VITH

Klosterstraße, 16  
B-4780 St. Vith  
☎ +32 (0) 87 85 99 32

**Le LCGB INFO-CENTER  
vous soutient !**

